

## Michel Raimbaud

Michel Raimbaud est Ambassadeur (retraité)  
Directeur honoraire de l'OFPPRA



# PAS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT SANS LE RETOUR À UN MONDE MULTIPOLAIRE CIVILISÉ, RÉGI PAR LE DROIT

## CONTESTÉE, L'HÉGÉMONIE OCCIDENTALE EST-ELLE SOLUBLE DANS LE NOUVEL ORDRE EN GESTATION ?

---

Nous assistons de plus en plus aujourd'hui à une évolution de l'ordre international établi à la chute de l'URSS. En effet d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis, nous passons à un monde complexe et multipolaire. Dans ce contexte, le Moyen-Orient revêt une importance particulière. Cet article tente d'établir un lien entre le respect du droit international, l'instauration de la paix au Moyen-Orient et l'ordre international.

*We are witnessing more and more today an evolution of the international order established at the fall of the USSR. Indeed, from a unipolar world dominated by the United States, we are moving to a complex and multipolar world. In this context, the Middle East is of particular importance. This article attempts to establish a link between respect for international law, the establishment of peace in the Middle East and the international order.*

---

### Ordre international et Droit international

Le 27 août 2019, Emmanuel Macron ouvre la conférence annuelle des ambassadeurs. Il entame le traditionnel discours présidentiel devant les responsables et représentants de la diplomatie française par une formule qui fera sensation :

« Nous sommes probablement en train de vivre la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde. Nous nous étions habitués depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle à l'hégémonie occidentale, sans doute française au XVIII<sup>e</sup>, britannique au

xix<sup>e</sup> et américaine au xx<sup>e</sup> siècle. (...). Le monde assiste à l'émergence de nouvelles puissances dont nous avons longtemps sous-estimé l'impact – la Chine, la stratégie russe, l'Inde qui émerge (...), des États-civilisations qui viennent bousculer l'ordre politique, l'imaginaire de l'ordre occidental, et rebattre les cartes (...) ».

Évidemment, il ne s'agit pas de traiter en un quart d'heure tous les tenants et aboutissants d'une confrontation internationale dont l'enjeu est la remise en cause de l'ordre instauré il y a trente ans, suite au sabordage de l'URSS. Et le titre de mon intervention n'a rien d'arbitraire : il y a bien une liaison étroite entre la paix au Moyen-Orient, le droit international (civilisé) et l'ordre du monde, actuel ou en gestation.

## **Un pivot contesté**

Pourquoi attribuer une telle importance au Moyen-Orient ? De beaux esprits semblent s'indigner de l'importance donnée à cette région, suggérant de la zapper purement et simplement et de « passer à autre chose ». Ces analystes « à qui on ne la fait pas » invoquent des arguments inspirés par la suffisance habituelle de beaucoup d'élites occidentales, qui estiment que l'Occident « est » l'humanité et que les neuf dixièmes restants ne sont guère que des figurants, notamment s'ils sont arabes ou musulmans.

Les Arabes constituent la majorité de la région (430 millions d'arabophones en 2022), mais on n'y compte aucune puissance « dominante ». Certains invoquent la perte de l'importance stratégique du gaz et du pétrole (discutable), d'autres le chaos prévalant dans ce vaste ensemble (oui, mais créé par qui ?), et d'autres encore la difficulté à établir ou rétablir une relation confiante avec les gouvernements et les peuples (en faisant semblant d'oublier la colonisation), etc.

Dans ces conditions, pourquoi donner une place centrale au Moyen-Orient (Syrie, Liban, Irak, Palestine, Égypte) et à des pays déstabilisés et souvent ruinés ? Et nos stratèges en chambre de vanter les mérites du « pivot » annoncé durant le deuxième mandat d'Obama, une stratégie consistant à délaissier le Moyen-Orient (après l'avoir détruit) pour aller « vers la Chine », ce qui impliquerait implicitement de reléguer au second rang la Russie, l'ennemi numéro un de la guerre froide, mais aussi d'aujourd'hui, comme le démontre l'actualité. Ce « pivot » est bien improbable, ne serait-ce qu'en raison de la présence d'Israël, fondé de pouvoirs et véritable « cœur battant » de l'Amérique.

## Quelle pertinence géopolitique ?

Le Moyen-Orient ? C'est une affaire de géopolitique. Sans « jargonner », je rappellerai les fondamentaux de cette discipline, définis par des auteurs anglo-saxons, produits des « Empires de la Mer », ancrés dans les Iles *off shore* et les Territoires périphériques : les Iles britanniques, les Amériques, l'archipel japonais, l'Australie, etc., puissances maritimes sensibles à l'appel du grand large et à l'esprit de conquête.

- Au début du xx<sup>e</sup> siècle (1919), le Britannique Halford Mackinder expose sa théorie du « Pivot » de l'Île-monde, correspondant à l'espace russo-sibérien (qui contrôle le « Pivot » peut contrôler l'Île-monde : i. e. les trois continents de l'ancien monde).
- En pleine Seconde guerre mondiale (1942), l'Américain Nicholas Spykman élabore le concept de « *Rimland* » (la ceinture), qui enserre le « Pivot » : on y trouve la Chine, la « ceinture » verte arabe et musulmane, l'Europe continentale. Cette ceinture constitue un glacis pour le Pivot, où il peut se faire des alliés ou clients.
- Pour la géopolitique, les « empires de la mer » candidats à la domination du monde doivent investir le « Pivot » russo-sibérien et contrôler les États du *Rimland*, empêchant toute alliance entre ces derniers et le Pivot...

## L'ordre du monde depuis la seconde guerre mondiale

Dans un paysage encore bariolé par les empires coloniaux, l'ordre bipolaire de la guerre froide (de 1947 à 1991) oppose le bloc communiste (l'URSS et les démocraties populaires de l'Europe centrale ou orientale) d'un côté, et le bloc occidental euro-américain et ses alliés (le « monde libre ») de l'autre. Les États décolonisés à partir des années 1950 créeront le Mouvement des Non-Alignés, qui s'alliera *de facto* au bloc socialiste. La Chine devenue communiste n'aura qu'une brève idylle avec l'URSS, et jouera un rôle singulier.

Dire que la fin de la guerre froide ouvre la voie à un monde multipolaire est une erreur ou un mensonge : l'ordre qui émerge de l'épisode 1989/1991 est tout le contraire : *le moment unipolaire américain* s'imposera sans contestation durant un quart de siècle.

Outre la Yougoslavie démembrée (un pays slave, communiste, en partie musulman ne l'oublions pas) et le Kosovo arraché à la Serbie et livré aux islamistes, ce sont les pays du Grand Moyen-Orient (de Georges W. Bush) qui feront les frais du messianisme américain : Afghanistan, Somalie, Irak, la guerre au Liban, les assauts sur la Palestine, l'acharnement sur le Soudan, le Yémen, puis en liaison avec les islamistes, l'assaut donné aux pays arabes laïcs et résistants ; AFN, Égypte, Libye, Syrie.

## **Le saccage du droit international**

La violation systématique de la charte des Nations-Unies, la transgression des règles, usages, formules, protocoles, l'abandon du langage diplomatique iront de pair avec des nouveautés :

- L'émergence de la « communauté internationale » à trois, visant à saper le CSNU et à « isoler » la Russie et la Chine.
- Les tentatives de remplacer le droit international par des « règles » (éditées par l'Occident seul et à son profit).
- La promotion des « sociétés civiles » aux dépens des États : ONG, fondations, think tanks : l'appareil de production industrielle et d'exportation de la démocratie : révolutions de couleur ou « printemps arabes ».
- Le musèlement de l'information et la pensée unique.

## **Une déclinaison révélatrice**

Les mensonges successifs baliseront la montée de la colère de la Russie humiliée et d'une Chine très prudente, la contestation puis la remise en question de l'hégémonie occidentale.

- 1999 : L'agression contre la Yougoslavie et la Serbie, sans mandat de l'ONU (en 1999), à la faveur de la sidération de la Russie. La Serbie perd le contrôle du Kosovo.
- 2003 : L'invasion de l'Irak sans mandat et le grand « mensonge » américain (Colin Powell (2003), malgré l'opposition de la France, de l'Allemagne et de la Russie.
- 2003 : La « naissance » du dossier nucléaire iranien.
- 2008 : Indépendance unilatérale du Kosovo (sans mandat ONU).
- 2011 : L'attaque contre la Libye : dénaturant la résolution 1973 des Nations-Unies (17 mars 2011), qui suscitera la colère de Moscou et Pékin.
- 2011 : début de l'agression contre la Syrie (sans mandat ONU) : le début des véto russes et chinois, puis l'intervention militaire russe en 2015.
- février 2022 : la guerre d'Ukraine. À divers égards, on notera la « moyen-orientalisation » du dossier : les appels de Zelensky, la « médiation » israélienne, l'irruption des islamistes, la référence et la reprise du récit déjà utilisé pour le conflit de Syrie.

## Le conflit emblématique

La Syrie n'est pas seulement le « berceau de la civilisation » et du monothéisme, mais elle est « le cœur battant du monde arabe ». à en croire les dirigeants américains eux-mêmes, elle détient les clés de la paix au Moyen-Orient (« Il n'y a pas de guerre au Moyen-Orient sans l'Égypte, mais il n'y a pas de paix possible sans la Syrie », disait Kissinger).

Comme le souligne Bachar al Assad le 12 mars 2020 devant le Parlement : « La guerre sur la Syrie n'est pas un cas isolé, mais une partie de la lutte internationale menée par l'Occident, pour maintenir son contrôle sur le monde après avoir été secoué par la montée de puissances internationales qui refusent le mode unipolaire ». « Nous sommes confrontés, ainsi que le reste du monde, à une guerre longue et géographiquement étendue... ».

Ces propos recourent les diverses déclarations de Vladimir Poutine : « Le conflit de Syrie est le conflit central du siècle (...). La situation la plus difficile et délicate en Asie occidentale », « la Syrie est la clé de l'avenir » et « le règlement de ce conflit syrien inspirera le règlement des autres conflits », mais « il est difficile à régler (...) sauf à changer la règle du jeu régional et mondial ».

Il y a un intérêt commun entre Chine et Russie à faire sortir les États-Unis de Syrie pour libérer et ouvrir la voie terrestre entre Shanghai et la Méditerranée orientale. Il y a de même un accord entre Russie et Chine pour favoriser une entente directe entre Pékin et Damas. La Chine, aidée de l'Iran, est le seul pays ayant les moyens économiques et technologiques de sauver la Syrie.

Le jeu des pressions réciproques des Américains et des Russes (et de plus en plus celles des Chinois) ne peut que se répercuter sur la scène syrienne. À Moscou, on précise : « Nous comptons sur la Chine pour assurer un équilibre mondial des forces avec les États-Unis et l'Europe » et on notera que, le 4 février 2022, jour de la rencontre et de l'accord dit « du défi », Poutine et Xi Jinping soulignaient que leur partenariat « va bien au-delà d'une alliance sans être pour autant une fusion », et qu'il se répercute sur toutes les capitales dont Damas.

L'intérêt que porte Moscou à la Syrie ne se résume pas à une base navale à Tartous, à l'accès aux eaux chaudes de la Méditerranée, à une odeur de gaz, ou même à un reliquat de la présence soviétique dans le monde arabe, il a des racines historiques et culturelles profondes. Catherine de Russie déclarait en son temps qu'elle avait trouvé « à Damas les clés de la maison Russie », se référant à la sphère orthodoxe englobant les pays slaves, helléniques et l'Orient arabe dont le foyer est syrien.

La guerre syrienne a joué un rôle fondamental et historique dans la montée en puissance de cette relation bilatérale très spéciale entre les deux géants, se rendant compte qu'ils étaient tous les deux fondamentalement visés par les révolutions du « printemps arabes », de même que l'Iran, force de frappe militaire principale en Asie occidentale. Leur complicité dans la guerre de Syrie traduit leur préoccupation commune en matière de sécurité nationale. On retiendra donc que la résistance de l'État syrien a ouvert la voie à l'appui politique de la Russie et de la Chine dès octobre 2011, à l'intervention militaire des forces russes en septembre 2015 et qu'elle a permis d'ébaucher un axe de la résistance allant de l'Iran, puissance du seuil nucléaire et puissance eurasiatique montante au Liban (dont le parti central, le Hezbollah, est un allié efficace et sérieux) *via* l'Irak et la Syrie.

## La Russie, la Syrie et l'Ukraine

Alors que la guerre imposée à la Syrie va entrer bientôt dans sa douzième année, le conflit ukrainien s'apprête à entamer son neuvième printemps. C'est un moment crucial dans la lutte sans merci qui oppose Washington et Moscou comme au bon vieux temps de la guerre froide, poussée à son paroxysme par une connivence nouvelle entre Moscou et Pékin, vivifiée par l'arrogance de l'Amérique. Quoi qu'il en soit, l'enjeu global entre l'Empire Atlantique et les deux géants de l'Eurasie est de taille : le monde à venir sera-t-il américain ? Sera-t-il même occidental, comme celui d'avant ?

Il est certes difficile de voir encore dans la situation syrienne l'héritage dévoyé d'un « printemps arabe » où l'effluve du jasmin aurait disparu sous les relents délétères de la guerre sale ou de la guerre sainte. Nos élites préfèrent ne rien voir de l'horreur qu'elles ont parrainée et applaudie, attribuant à « Bachar », leur tête de turc, les crimes des « révolutionnaires » et les méfaits de l'« Axe du Bien » et des affinitaires.

Le conflit ukrainien se présente différemment. Vu avec les œillères de l'Occident, c'est une révolution « démocratique » que défend depuis 2014 un pouvoir à forte connotation fasciste et une cause « occidentale » (5 milliards de dollars dépensés pour les ONG à la porte de la Russie pour le coup d'État de Maïdan en février 2014) que menace Poutine. C'est pour défendre cette cause que l'Amérique, située à des milliers de kilomètres, poste ses *GI's*, son OTAN et ses « *proxies* » aux frontières de la Russie, voire en Ukraine même, au prétexte de défendre la paix dans le monde. L'intox accusant Moscou de vouloir envahir son voisin est banale : le verlan (qui transforme toute chose en son contraire) fait partie du langage quotidien

des « grandes démocraties ». On ne parle plus de « révolution de couleur », terme synonyme de « printemps arabe », pour qualifier un mouvement d'adhésion au « rêve européen » dans un pays « réchappé » du système soviétique.

Dans ces conditions, affirmer que l'avenir de la Syrie est lié à l'issue du conflit ukrainien résonne comme un sacrilège. Comme si on pouvait mettre sur le même pied un pays arabe qui a résisté aux injonctions et aux visées d'une Amérique qui porte le bien dans ses gènes et un État dont le gouvernement a les yeux pleins d'étoiles, rêvant d'échapper au monde « russe » dont sa capitale est le berceau.

Poutine aurait-il « passé les bornes » en disant : « Russes et Ukrainiens sont une même nation appartenant à un seul espace historique et spirituel », comme l'a écrit sur le ton de la vertu outragée un chroniqueur ?

L'inculture faisant souvent bon ménage avec l'ignorance, rappelons des éléments historiques afin d'éclairer la lanterne de ceux qui détestent « tout mélanger » :

L'Ukraine n'est pas un pays étranger pour la Russie, c'est le berceau des trois Russies : celle de Moscou, mais aussi la Biélorussie (la Russie blanche) et l'Ukraine (la petite Russie). L'Ukraine est l'héritière de la principauté *Rous* de Kiev, fondée en 882 par Oleg le Sage. Dans les *Chroniques des temps passés*, il est écrit : « Oleg s'établit prince de Kiev et dit : que cette ville soit la mère de toutes les villes russes. Il avait avec lui les Varègues, les Slaves et tous les autres. Et à partir de ce moment on les appela les Russes ». Les trois Russies sont les trois États héritiers de la nation russe née il y a plus de mille ans de l'union des Slaves orientaux sous la bannière du christianisme orthodoxe. Ils resteront au berceau jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, puis dans le cadre de l'empire des Tsars, puis de l'Union Soviétique. Tous les souverains russes ont été des descendants de cet Oleg, père fondateur de la Russie dont l'Ukraine est le berceau.

Une promesse est faite à Gorbatchev en 1991. Elle ne sera jamais tenue et beaucoup de dirigeants occidentaux en nieront l'existence – « pas d'extension de l'OTAN vers l'Est ». C'est l'argument majeur brandi depuis 2004 par les Russes. Elle avait bien existé (*cf.* entretien avec Roland Dumas) : le document « secret » déclassifié, datant du 6 août 1991, vient d'être retrouvé et publié le 7 mars 2022 par le *Spiegel* allemand (promesse États-Unis, OTAN, UE).

En 2018, Poutine avait annoncé les nouveaux systèmes d'armes nucléaires de la Russie : le missile hypersonique Avangard, le missile de croisière hypersonique Kinzhal, des missiles de croisière à propulsion nucléaire, des drones sous-marins rapides et des armes laser, choc énorme pour l'*establishment* militaire occidental.

Les dirigeants russes n'étaient pas les seuls à avoir prévenu que l'absorption de l'Ukraine par l'OTAN, « menace existentielle », serait inacceptable pour la Russie. Des sommités occidentales l'avaient dit sans ambages... depuis fort longtemps. ■